


S O M M A I R E

• <u>Chronique Romaine</u>	Lettre de François aux Cardinaux (Finances).	Gagiarducci	p. 2
• <u>Chrétiens en soicété</u>	La guerre cognitive	Thierry Meyssan	p. 6
• <u>Europe</u>	USA moment de vérité.	Karine Bechet-Golovko	p. 11
• <u>Actualité religieuse</u>	Synode sur la synodalité	Cardinal Müller	p. 14
• <u>Vie spirituelle</u>	Construire la cathédrale intérieure	Abbé Betin	p. 19
• <u>Doctrine & vie</u>	Volontaire direct et indirect	Abbé Knittel	p. 24
• <u>La France</u>	L'occident doit se préparer à des temps trèsdurs	Gl Delawarde	p. 28
• <u>Témoignage</u>	Les guerriers du Rosaire en Pologne	Michel Janva	p. 30

 rome se tait, la cause est entendue ?
L'adage traditionnel *Roma locuta, causa finita* ; *Rome a parlé*,
la cause est entendue semble se transformer subrepticement en
un mot d'ordre nouveau : *Rome se tait, le débat est clos*.

Après le scandale de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris, un communiqué du Vatican a tardivement fait savoir que le Saint-Siège était « attristé ». Les fidèles étaient indignés face à cette attaque contre la Cène du Christ, face à ce blasphème contre le sacrement de l'Eucharistie. Rome n'était qu'attristée, et le pape François restait muet. Diplomatie oblige ! Le Vatican est en pleine tractation pour obtenir du Comité international olympique (CIO) la possibilité d'être présent aux Jeux de Los Angeles en 2028. Se taire pour ne pas déplaire au CIO, on voit où sont les priorités romaines aujourd'hui.

Sur les accords passés entre le Vatican et le gouvernement communiste chinois au sujet des nominations épiscopales, là aussi le mutisme est de règle. Un silence romain de plomb sur une politique chinoise de plomb. Les prêtres sont désormais obligés de suivre des cours d'endoctrinement, et Rome se tait. Le contenu de l'accord reste secret, le Vatican se montre discret sur ses modalités d'application, y compris sur ces séances de ré-éducation imposées aux prêtres par les gardiens de la révolution.

Le prochain synode traitera de la synodalité ; des réformes modifiant profondément la constitution divine de l'Église seront proposées. Des voix de cardinaux, d'évêques, de prêtres et d'universitaires s'élèvent pour alerter du danger. La curie n'en a cure : les apparatchiks mitrés discréditent les opposants, les présentant comme des attardés psychorigides. Ils étouffent ces voix « conciliairement incorrectes », et n'invitent qu'à écouter « le cri de la Terre » menacée par le changement climatique. Se taire sur l'essentiel évangélique et se complaire dans le bruit médiatique, telle est la nouvelle conspiration du silence.

Car, au fond, le mutisme romain actuel veut taire le règne social de Jésus-Christ. Une réponse lui a déjà été faite, il y a 2 000 ans, au moment de l'entrée du Sauveur à Jérusalem : « Lorsque Jésus était déjà près de la descente du mont des Oliviers, toute la foule des disciples, transportés de joie, se mit à louer Dieu à haute voix pour tous les miracles qu'ils avaient vus. "Béni soit, disaient-ils, le roi qui vient au nom du Seigneur ! Paix dans le ciel, et gloire au plus haut des Cieux !" Alors quelques Pharisiens, au milieu de la foule, dirent à Jésus : "Maître, réprimandez vos disciples." Il leur répondit : "Je vous le dis, si eux se taisent, les pierres crieront." » (Lc 19, 37-40) – Les pierres crieront, et ceux qu'on voudrait pétrifier, ostraciser et neutraliser, en les qualifiant de « psychorigides », ne se tairont jamais.

Abbé Alain Lorans DICI n° 448, septembre 2024

CHRONIQUE ROMAINE

Lettre de François aux cardinaux: un problème de souveraineté

Le lettre adressée par le pape aux cardinaux, faisant valoir que le Vatican était dans le rouge et demandant en conséquence aux 'porporati' de serrer leur ceinture rouge, soulève pas mal de questions dont celle, jamais évoquée de la souveraineté du St Siège. On a presque l'impression que le Pape, en rendant publiques les difficultés, veut se laver les mains de toute responsabilité.

Andrea Gagliarducci. Www.mondayvatican 30v septembre 2024

La lettre dans laquelle le pape François demande aux cardinaux de limiter les dépenses et de trouver des financements extérieurs pour le Saint-Siège

est arrivée presque à l'improviste. Envoyée vendredi 20 septembre 2024, la lettre contenait quelques-uns des éléments de rhétorique habituels du pape à l'encontre de la prétendue « résistance » aux réformes. Il a même fallu un certain temps pour en arriver à l'essentiel. Finalement, le raisonnement est simple : Le Saint-Siège est dans le rouge, les dépenses doivent être maîtrisées et il vaut mieux trouver des ressources extérieures.

Rien de tout cela n'est nouveau.

La rumeur veut qu'un don important d'une fondation garantisse les salaires de tout un dicastère du Vatican. On dit aussi que ce sont des dons qui couvrent des dépenses collatérales comme celles de l'organisation des derniers consistoires. Toutefois, le fait que le pape ait pris la plume pour écrire personnellement la lettre et rendre publique la situation est remarquable. On a presque l'impression que le Pape, en rendant publiques les difficultés, veut se laver les mains de toute responsabilité.

S'il y a un déficit, selon le raisonnement sous-jacent, c'est à cause des dépenses antérieures incontrôlées. Ce raisonnement conduit toutefois à une autre question : Si les cardinaux doivent trouver des fonds pour le Saint-Siège ou pour eux-mêmes, comment l'indépendance du Saint-Siège sera-t-elle garantie ?

La lettre nous ramène en effet un peu au Moyen Âge, quand l'Église, sans structures, dépendait des dons, et que l'alliance du trône et de l'autel était scellée précisément en raison des besoins économiques et financiers. Mais en dépendant des royaumes et des seigneurs pour sa subsistance économique, l'Église ne pouvait pas exercer sa mission. Elle était soumise à des pressions. Elle ne pouvait pas prendre toutes les décisions.

Au fil des années, l'Église s'est efforcée de garantir son indépendance et sa souveraineté. L'État pontifical est un moyen, un territoire qui donne au pape un pouvoir séculier mais surtout une citoyenneté propre, indépendante de celle de chaque État. Le pape peut être allemand, français, hollandais ou italien. Lorsqu'il devient pape, il est roi de l'État de la Cité du Vatican, indépendant et libre de tout royaume.

Cette position permet à l'Église d'être une force de médiation et de préserver la liberté religieuse de ses membres. Il ne faut pas être naïf. Il y a eu des erreurs et des situations historiques qui ne peuvent être acceptées aujourd'hui. Il s'agissait de situations contingentes.

C'est surtout au siècle dernier que l'Église, envahie par l'État pontifical,

s'est efforcée de recréer son indépendance. Même l'œuvre missionnaire, à partir de Benoît XV, visait précisément à se libérer des influences des États, des protectorats qui contrôlaient les territoires de mission.

L'indépendance économique devait être mise en œuvre.

C'est ce qui s'est produit avec la conciliation avec l'État italien et les pactes du Latran, qui prévoyaient le versement à l'Église d'une indemnité d'environ 1,7 milliard d'euros pour les presque 50 années de conquête et d'occupation. Cet argent a été utilisé pour construire l'État de la Cité du Vatican, réparer les nonciatures désormais en ruine et définir un système financier et d'investissement qui permettrait au Saint-Siège de disposer de ses propres fonds souverains.

Les finances du Saint-Siège étaient si solides qu'après le scandale IOR / Ambrosiano, l'IOR a décidé de faire une contribution volontaire de 406 millions de dollars pour les actionnaires qui avaient perdu de l'argent tout en ne reconnaissant pas sa responsabilité. Malgré cela, les comptes de l'IOR sont rapidement redevenus positifs.

Les affaires Vatileaks, sous Benoît XVI puis le pape François, ont attaqué un Saint-Siège qui avait bien travaillé pour créer son indépendance et améliorer la transparence financière. Peu après avoir créé l'Autorité d'information financière (AIF), le Saint-Siège a abandonné la politique de pêche de la Banque d'Italie [càd de choisir des responsables italiens], optant pour un conseil d'administration plus international. Immédiatement, la première loi anti-blanchiment, inspirée de la loi italienne analogue, a été réformée pour refléter les caractéristiques du Saint-Siège.

Il est peut-être impossible aujourd'hui de définir comment les intérêts se sont croisés et comment, ensuite, malgré le travail de Benoît XVI, les loups qui ne cherchaient qu'à exploiter le Saint-Siège et à le placer sous le cône d'influence d'autres finances, d'autres pouvoirs et d'autres idées sont revenus avec le pape François. Mais ce sont des forces qui ont eu la partie facile pour trois raisons :

- Un pontificat sans attache, ni connaissance de la tradition.
- La crainte d'un scandale, attendu ou présumé, révélée lors des congrégations générales qui ont élu le Pape.
- La non-institutionnalité du pape François, qui a tendance à considérer la finance comme un instrument mais ne pense pas en termes de structure financière ou gouvernementale.

Ainsi, au cours de ces 11 années de pontificat, des investissements ont été abandonnés et de lourdes pénalités ont été payées. Les fonctionnaires du Vatican se sont appuyés sur des consultants externes coûteux qui ont pesé sur les bilans mais n'ont pas apporté de contributions essentielles. En revanche, ils ont tenté de doter le Saint-Siège d'une structure financière qui le rapproche trop d'une entreprise, avec un grand débat (voir la révocation de l'accord d'audit avec Price-Waterhouse en 2015).

Une hécatombe financière, parfois précipitée par des décisions hâtives.

Ce fut une longue saison de procès au Vatican, à l'intérieur et à l'extérieur des murs, avec des résultats mitigés. A l'heure où nous écrivons, nous attendons le verdict du procès sur l'investissement de la Secrétairerie d'Etat dans une luxueuse propriété à Londres, qui implique le cardinal Angelo Becciu, un verdict à Londres lié à ce procès, et les résultats d'un autre procès à Malte qui compte l'IOR parmi les accusés.

Le Pape a d'abord réagi en se plaignant que la « charité » ne peut pas allouer 70 % des fonds aux salaires, puis il a appelé à un resserrement des dépenses institutionnelles, puis il a demandé à chacun de payer son logement, y compris de service, au prix du marché (mais on peut se demander quelle est la valeur marchande réelle de l'appartement du Secrétaire d'État, par ailleurs invendable et non louable parce que situé à l'intérieur du Palais apostolique).

Après avoir tout centralisé, dans un contexte de crise financière que la période COVID n'a fait qu'aggraver, le Pape François a pris la plume pour demander une collaboration.

Au début de la réforme du pape François, on a parlé d'un fonds souverain et on a tonné contre l'argent « caché » des dicastères. Il s'agissait d'argent provenant de dons privés explicitement destinés aux dicastères, mais cela n'a pas été pris en compte. Maintenant, au contraire, on favorise les contributions privées.

D'accord.

Seulement, comment le Saint-Siège maintiendra-t-il son indépendance ?

L'effondrement du système vatican aujourd'hui est-il le résultat d'une mauvaise gestion antérieure ? Et surtout, qu'a-t-on fait pour enrayer cette perte continue d'argent, à part se plaindre des dépenses de la dernière période ?

Nous sommes à la fin d'un système financier et économique du Vatican qui est né pour garantir au Saint-Siège sa souveraineté. Comme tout État, le Vatican doit avoir une place souveraine, exonérée d'impôts. Ce lieu subsistera, mais il perdra le supermarché. Il sera lui aussi sous-traité à une chaîne de supermarchés extérieure, supprimant ainsi une ressource essentielle pour le Saint-Siège et un lieu où les employés pouvaient faire leurs courses avec un léger avantage dû à l'absence de taxes.

C'est en quelque sorte la fin du monde.

Mais reste à savoir si ces décisions mettent fin à la souveraineté de fond du Saint-Siège. Ce sujet a été très peu abordé, alors qu'il est crucial.

CHRÉTIENS EN SOCIÉTÉ

La guerre cognitive en Occident

| Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 septembre 2024 |

En Occident, la censure n'est plus qu'une méthode de gouvernement d'un autre âge. L'OTAN mène une guerre cognitive, non pas contre des idées et des raisonnements, mais pour altérer la capacité des citoyens à prendre en compte la manière de penser des autres cultures. Cette guerre a d'abord conduit à interdire les médias russes, RT, Sputnik etc. Puis, aujourd'hui à exercer de très fortes pressions à l'encontre de leaders d'opinion, comme Scott Ritter ou Jürgen Elsässer, qui ne perçoivent pas les Russes comme des ennemis car ils sont capables de les comprendre.

La vulgate occidentale sur le conflit qui oppose les Anglo-Saxons à la Russie ne supporte pas la contradiction. Plusieurs personnalités ou sociétés qui ont rendu compte d'un autre point de vue ont fait l'objet de répression arbitraire.

Tout a commencé, en France, durant la campagne électorale présidentielle de mai 2017. Deux médias russes, RT et Sputnik, relaient les fichiers piratés de l'équipe du candidat Emmanuel Macron et les propos d'un député sur son supposé compte offshore aux Bahamas. Macron porte plainte contre X (c'est-à-dire sans désigner l'auteur du délit), tandis que les médias concernés annoncent leur intention de porter plainte pour diffamation (mais le président ne pourra pas être jugé durant la durée de son mandat). Les

choses en restent cependant là jusqu'à ce que, un mois plus tard, Macron, élu, donne une conférence de presse avec son homologue russe, Vladimir Poutine, à Versailles. Il qualifie alors les médias russes d'«organe d'influence [ayant], à plusieurs reprises, produit des contre-vérités sur ma personne et ma campagne (...) Russia Today et Sputnik ne se sont pas comportés comme des organes de presse et des journalistes, mais ils se sont comportés comme des organes d'influence, de propagande, et de propagande mensongère, ni plus, ni moins».

En 2020, les autorités britanniques donnent une interprétation de l'empoisonnement de Sergueï et Ioulia Skripal, tandis que RT en donne une autre. L'autorité de régulation des médias, l'Office of communication (Ofcom), adresse une série de notifications à la chaîne russe et, en définitive, la condamne à 200 000 livres sterling d'amende, qui seront confirmées par la Haute Cour de justice de Londres.

Le 10 mars 2021, la directrice nationale du Renseignement états-unien publie un rapport sur les menaces étrangères lors des élections de 2020. Elle assure que le président Vladimir Poutine avait donné instruction à ses médias de dénigrer la candidature de Joe Biden et de soutenir ainsi celle de Donald Trump. Cependant, rien de cela n'est répréhensible et aucun média n'est cité.

En 2022, les autorités allemandes s'inquiètent de la relation que RT fait de «l'agression russe contre l'Ukraine». La chaîne présente en effet les arguments du Kremlin sur «l'opération militaire spéciale» rendue nécessaire par la présence de néo-nazis au gouvernement de Kiev. Elles l'interdisent donc et sont bientôt suivies par l'UE. Le 27 février, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, annonce le bannissement de RT et de Sputnik dans toute l'Union. Quelques jours plus tard, YouTube ferme l'accès des Européens aux canaux de la chaîne et de l'agence. Un mois plus tard, le Canada interdit lui aussi RT et Sputnik.

La censure s'accélère en 2024. Le 27 mars 2024, le gouvernement tchèque interdit le site internet Voice of Europe et prend des sanctions contre l'ancien député ukrainien Viktor Medvedtchouk qui le financerait. Le même jour, la police polonaise perquisitionne les bureaux du site à Varsovie et saisit de l'argent en liquide. Le 17 mai 2024, l'UE interdit RIA-Novosti ainsi que Voice of Europe, et les journaux Izvestia et Rossiïskaïa Gazeta.

Il n'y a jamais eu, ni aux USA, ni dans l'Union européenne, de procès

contre RT, Sputnik, RIA-Novosti, Voice of Europe, Izvestia et Rossiïskaïa Gazeta. Leurs interdictions sont purement administratives. Dans l'UE, la liberté d'expression ne s'applique pas aux médias russes.

La police fédérale allemande a lancé une vingtaine de perquisitions à grand spectacle pour réprimer un crime imaginaire et saisi quantité de matériels.

Le tribunal administratif a annulé toute la procédure.

Le 15 juillet 2024, la police fédérale allemande perquisitionne les domiciles du rédacteur-en-chef de Compact, Magazin für Souveränität, Jürgen Elsässer, et ceux d'une vingtaine de ses collaborateurs. Elle cherche des preuves de la préparation d'un coup d'État, saisit quantité de matériel, mais ne trouve rien. Simultanément, la ministre de l'Intérieur, la socialiste Nancy Faeser, interdit administrativement la revue.

Perquisition du FBI au domicile de Scott Ritter. L'ancien inspecteur de la commission spéciale des Nations unies (UNSCOM) chargée de surveiller l'élimination des armes de destruction massive en Irak s'est illustré en dénonçant les mensonges du président George Bush.

Aujourd'hui, il persévère en dénonçant la rhétorique atlantiste sur le conflit ukrainien.

Le 7 août 2024, le domicile de Scott Ritter est perquisitionné par le FBI afin de trouver des preuves de son financement par la Russie. Là aussi, la police fédérale saisit beaucoup de choses, mais ne trouve rien. Le seul tort de Ritter est de ne pas cesser, depuis la guerre contre l'Irak, d'analyser les mensonges des gouvernements états-unis ; une forme de contestation, en principe autorisée en démocratie.

Le 14 août 2024, le Tribunal administratif fédéral de Leipzig annule le décret d'interdiction de Compact, Magazin für Souveränität en attendant que le gouvernement Scholz présente des éléments de preuve du complot dont il accuse la revue. Il exige que les saisies effectuées chez Jürgen Elsässer et ses collaborateurs leur soient restituées. En réalité, le seul tort de M. Elsässer est d'avoir déclaré que le gouvernement Scholz trahit le peuple allemand et qu'il souhaite son renversement ; une opinion, certes radicale, mais en principe autorisée dans une démocratie. Outre son magazine, il a créé une chaîne internet vue, chaque jour, par 1,2 million d'Allemands.

Le 4 septembre, Washington annonce des poursuites pénales et des sanctions, pour répondre à des tentatives d'ingérence dans les élections, qu'il

impute à la Russie. Le département d'État impose des restrictions de visa aux médias du groupe Rossia Segodnia. Le 13 septembre 2024, interrogé par la presse, le secrétaire d'État Antony Blinken stigmatise les activités de déstabilisation de RT, transformé, selon lui, en «branche» du renseignement russe dans le monde. Presque deux ans auparavant, ses services avaient publié un rapport spécial : Les médias financés par le Kremlin : le rôle de RT et Sputnik dans le système de désinformation et de propagande russe². Trois jours après le secrétaire d'État, le 16 septembre, Meta, qui possède Facebook, Instagram et WhatsApp, déclare : «Rossia Segodnia, RT et d'autres entités apparentées sont désormais bannies de nos applications dans le monde entier en raison de leurs activités d'ingérence étrangère». Le 21 septembre, le chinois Tik-Tok s'aligne sur le département d'État et ferme les comptes des médias russes.

On peut évidemment penser que ces affaires ne sont pas liées, même si elles concernent toutes des médias. C'est improbable dans la mesure où les autorités des USA et de l'UE ont violé sans état d'âme le principe de la liberté d'expression inscrit dans la Constitution états-unienne et dans les textes européens. La question se pose de déterminer quelle instance coordonne ces actions et dans quel but.

J'avais rendu compte, en 2016, de la création du Centre de communication stratégique de l'OTAN³ et, en 2022, du «Conseil de gouvernance de la désinformation» (Disinformation Governance Board) par l'administration Biden⁴. La première unité existe toujours et se développe, tandis que la seconde a été dissoute, sa directrice passant au service du Foreign office britannique.

L'ensemble de ce dispositif tente désormais d'intervenir le plus en amont possible. Il s'agit, en s'appuyant sur les dernières découvertes des neurosciences, d'orienter les cerveaux avant même qu'ils ne réfléchissent, c'est la «guerre cognitive». Cette théorie est une invention française, due à trois bordelais François du Cluzel, Bernard Claverie et Baptiste Prébot⁵ au sein du Commandement allié Transformation de l'OTAN, sous le commandement des généraux André Lanata et Philippe Lavigne.

Dans la perspective de la guerre cognitive, il convient d'intervenir au plus tôt avant que certaines idées ne fassent leur chemin. C'est pourquoi, en février 2022, lors de l'application par la Russie de la résolution 2202 du

conseil de sécurité de l'ONU (abusivement qualifiée «d'agression russe» par la propagande atlantiste), les adversaires de la Russie ont hésité à interdire la culture russe, puis se sont rabattus sur l'interdiction des médias russes. En définitive, l'idéal pour eux est d'interdire non pas des relais russes dans les médias, mais des médias qui tentent de comprendre la pensée russe.

L'ennemi n'est plus celui qui annonce les communiqués du Kremlin, mais celui qui tente de comprendre la manière de penser des Russes. C'était jadis la fonction des diplomates : comprendre la manière de penser d'autrui. Mais le 16 avril 2022, le président Macron a dissous le corps diplomatique juste après avoir fait interdire les médias russes en France et, il y a quelques semaines, son administration arrêtait Pavel Durov, le fondateur de Telegram, pour avoir donné un moyen de communication privé à ses utilisateurs et donc de discuter avec des Russes.

Ces efforts sont très probablement coordonnés par le Centre de communication stratégique de l'OTAN, seul organisme ayant à la fois une expérience de la guerre cognitive et disposant d'une autorité lui permettant de faire interdire tel ou tel média, puis de faire arrêter tel ou tel individu.

Selon nos informations, les cibles sont déterminées par l'Office bavarois de protection de la Constitution (Bayerisches Landesamt für Verfassungsschutz). Ce bureau a été constitué en 1950 par le Haut-Commissaire des États-Unis en Allemagne occupée, John McCloy. Il était composé d'ancien SS et d'anciens membres de la Gestapo. Rien n'a changé depuis : ainsi, il y a quelques mois, ce bureau classait une centaine de groupes d'opposition, dont l'association Attac et le parti Die Linke, comme «extrémiste de gauche», les accusant de liens avec le terrorisme et préconisant de les interdire.

À ma grande surprise, j'ai eu l'occasion de vérifier que ce bureau me classe comme "agent d'influence russe" en raison de ma défense du droit international élaboré en 1899 par le gouvernement de Nicolas II et le Prix Nobel de la Paix 1920, le Français Léon Bourgeois⁶. Apparemment, ces fins limiers n'ont réagi qu'à la référence au Tsar, ignorant celle de l'illustre homme politique, ancien président du conseil et ancien président de l'assemblée nationale, puis du sénat. Il est vrai que nous l'avons déjà fait disparaître de nos manuels scolaires.

C'est un moment imprévu : la résistance à la guerre cognitive, c'est disposer d'outils de référence, de points de comparaison, en un mot de

culture générale.

Ce qu'il faut retenir :

- Plutôt que de pratiquer une censure généralisée des idées dissidentes, l'OTAN souhaite influencer sur notre manière de penser. C'est la « guerre cognitive ». Toutes les idées sont autorisées, mais nul ne doit avoir de culture générale, c'est-à-dire de moyen intellectuel de les vérifier.

- Les interdictions des médias russes et les perquisitions à grand spectacle de Scott Ritter et de Jürgen Elsässer dispensent d'arrestations en nombre. Il ne sera plus nécessaire de terroriser la population quand on aura fait taire les empêcheurs de tourner en rond.

Pour aller plus loin : « Foreign Threats to the 2020 US Federal Elections », Avril Haines, March 10, 2021.

« Kremlin-Funded Media : RT and Sputnik's Role in Russia's Desinformation and Propaganda Ecosystem », Global Engagement Center, January 2022.

« La campagne de l'OTAN contre la liberté d'expression », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 décembre 2016.

« L'Occident renonce à la liberté d'expression », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 8 novembre 2022.

« Cognitive Warfare », François du Cluzel, NATO's Allied Command Transformation, November 2020.

« Quel ordre international ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 novembre 2023.

CHRÉTIENS EN EUROPE

Le moment de vérité de Blinken : les USA font la guerre à la Russie pour protéger leur hégémonie

| K. Bechet-Golovko, Professeur de droit public, russiepolitics.com 4 oct. 2024 |

Le Secrétaire d'État américain Antony Blinken vient de publier un article dans la revue Foreign Affairs d'une sincérité surprenante, où il reconnaît que les États-Unis se battent pour préserver le système qui garantit leur hégémonie. Principalement contre la Russie. Le reste n'est que florilège. Analyse de Karine Bechet-Golovko.

Nous entendons souvent les dirigeants atlantistes, que ce soit en Occident ou chez les nouveaux convaincus en Europe de l'Est, parler de l'importance de défendre « la démocratie » ou les « droits de l'homme », en appeler à la « communauté internationale » contre ceux qui violeraient cet ordre « international », devenu en fait global et utilisant les apparences de la démocratie pour se justifier.

En quelques lignes dans "Foreign Affairs", le Secrétaire d'État américain

vient de faire voler en éclat cette illusion. Selon lui, les États-Unis ne se battent que pour une chose : défendre le système international qu'ils ont mis en place pour asseoir leur hégémonie et qui est mis en péril par un petit nombre de pays, principalement la Russie. Ils se battent ainsi contre la Russie non pas pour la défense de la « démocratie », encore moins pour l'Ukraine. Ils entraînent les pays atlantistes se battre sur le front ukrainien contre la Russie pour défendre leur hégémonie.

Et Blinken de le formuler ainsi : “Un petit nombre de pays – principalement la Russie, avec le partenariat de l'Iran et de la Corée du Nord, ainsi que la Chine – sont déterminés à modifier les principes fondamentaux du système international. Bien que leurs formes de gouvernance, leurs idéologies, leurs intérêts et leurs capacités diffèrent, ces puissances révisionnistes souhaitent toutes consolider leur régime autocratique sur leur propre territoire et affirmer leurs sphères d'influence à l'étranger.”

Quel est le problème ? Blinken le déclare ouvertement : ces puissances veulent gouverner leur territoire.

Comment un État pourrait-il, à l'heure de la globalisation, avoir l'outrecuidance de vouloir gouverner son propre territoire national ? Quelle idée ! Quel anachronisme ! La globalisation a justement libéré de ce poids les élites nationales, devenues locales du point de vue du centre de pouvoir réel. Et nous nous devons de constater, qu'en général, elles en sont très heureuses : profiter de l'apparat du pouvoir, sans en avoir la charge, quel rêve – pour une marionnette.

En revanche, quel danger pour le centre de pouvoir, qui se revendique unique dans le cadre de la globalisation, s'il se trouve des élites locales, qui veulent redevenir nationales. Si plusieurs centres de gouvernance se consolident, c'en est fini de ce système global. Comme le précise Blinken : “Et ils cherchent tous à éroder les fondements de la force des États-Unis : leur supériorité militaire et technologique, leur monnaie dominante et leur réseau inégalé d'alliances et de partenariats”. Tous ? La Russie.

La Russie remet ainsi en cause le système international, sur lequel repose la domination américaine. En revenant à une armée forte en hommes et en armes, en sortant petit à petit des réformes néolibérales des trente dernières années, elle redevient une puissance, donc un danger.

La Russie a initié le mouvement de retour aux monnaies nationales dans

les échanges commerciaux internationaux, ce qui de facto remet en cause la domination du dollar et de tout ce que cela entraîne, notamment la compétence extraterritoriale des tribunaux américains.

La Russie restaure des mécanismes d'alliances inter-étatiques, en développant des accords bilatéraux. Par là-même, elle conduit les élites de ces pays à se redécouvrir nationales et non pas locales, elle provoque un dangereux réveil national.

Pour toutes ces raisons et pour bien d'autres encore, la Russie est le pays à abattre, l'ennemi N°1 des globalistes. Si ces élites ne sont pas géographiquement limitées, leur siège est bien aux États-Unis et elles lient le sort des États-Unis à leur propre modèle de gouvernance.

Et comme le martèle Blinken : "Les choix que feront les États-Unis au cours de la seconde moitié de cette décennie décisive détermineront si ce moment de mise à l'épreuve se révélera être une période de renouveau ou de régression, si Washington et ses alliés parviendront à surpasser les forces du révisionnisme ou à laisser leur vision définir le XXI^e siècle."

Maintenant vous comprenez pourquoi ils ont besoin de cette guerre sur le front ukrainien contre la Russie. Pourquoi, de leur point de vue, c'est un combat à mort, une guerre existentielle. Seul un des deux protagonistes pourra en sortir non seulement vainqueur, mais politiquement vivant.

Il est toutefois surprenant de voir un article d'une telle sincérité. Cela montre tout d'abord, la faiblesse, voire la panique, qui s'installe dans le clan globaliste. Ils pensaient la Russie prête à tomber en 2022, ensuite ne la pensaient pas capable de se défendre. Ils ne comprennent toujours pas la société russe, ne comprennent pas que le peuple ne se révolte pas contre les élites, mais que, bien au contraire, un véritable mouvement patriotique réveille en profondeur la société russe.

Ainsi, le décalage des élites globalistes actuelles avec la réalité politique est devenu flagrant. De la sous-estimation de l'ennemi à l'incapacité de le comprendre, la baisse du niveau général des élites frappe de plein fouet ceux-là mêmes, qui depuis une cinquantaine d'années travaillent à l'évidement des élites en Europe, afin d'assurer leur supériorité.

Il est ensuite surprenant de voir une publication de cet acabit, puisqu'elle brise le voile de l'illusion, qui protège la gouvernance atlantiste. Une fois de plus, les élites américaines détruisent l'illusion du combat du bien pour le mal

qu'ils conduiraient en Ukraine contre la Russie. Et au nom duquel les pays européens sont sommés de mettre en place une alliance militaire et d'alimenter le front. En réalité et en toute logique, les États-Unis ne font que défendre leurs intérêts et leur pouvoir. Et ce sont les Européens, désormais vassaux, qui doivent principalement en payer le prix.

N'est-il pas dangereux, pour ces mêmes élites globalistes, de briser l'illusion justifiant leur puissance ? Tout système de pouvoir repose sur le même fondement que les systèmes religieux – la croyance. La croyance en l'existence du Bien et du Mal, de cet élu qui conduit les peuples vers le Bien et est donc légitime à les entraîner à se battre contre le Mal. Parce qu'il est l'élu, parce que c'est le Mal et qu'il incarne le Bien.

Or, Blinken reconnaît froidement qu'il n'y a ni élu, ni mal. Il n'y a qu'un pays, qui veut à tout prix et surtout au prix des autres, défendre le système qui garantit sa puissance.

Les populations européennes devraient y réfléchir, puisque leurs élites, elles, trouvent la soumission très confortable. Il est vrai qu'en cas de conflit ouvert contre la Russie, ce ne sont pas elles, qui iront prendre les armes et mourir en terre russe pour défendre l'hégémonie américaine. Et comme l'a rappelé le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov, "la probabilité d'un affrontement armé entre la Russie et les États-Unis dépend des mesures ultérieures prises par Washington." La patience de la Russie a aussi des limites.

ACTUALITÉ RELIGIEUSE

*Synode sur la synodalité, session d'octobre 2024
Cardinal Müller : 'Il y a un risque que l'Agenda 2030
soit introduit dans l'Eglise'*

Le pape François est actuellement en voyage en Asie du Sud-Est, mais ses yeux sont déjà tournés vers les événements à venir. Le 2 octobre a débuté à Rome la 2^e session du synode sur la synodalité. Il s'agit du premier 'synode' de l'Eglise qui n'est plus un synode des évêques, car le pape François, en douce, a changé les règles du jeu pour construire l' 'Eglise synodale' qu'il appelle de ses vœux. La fin du synode

sur synodalité, initialement prévue pour le 27 oct, a entre-temps été prolongée par François jusqu'en juin 2025.

Le cardinal Gerhard Müller, ancien préfet pour la Doctrine de la Foi, y sera présent en tant que membre nommé à la surprise générale par François lui-même. Il est vrai que les racines du 'synode' sont à chercher en Allemagne. Le Rhin se jette dans le Tibre depuis 50 ans.

Javier Zrias, de InfoVaticana s'est entretenu avec le cardinal sur l'évolution actuelle de ce 'synode' sur la synodalité, dont certains disent que François l'a conçu pour que l'avenir « synodal » de l'Eglise devienne irréversible.

InfoVaticana : Dans quelques semaines débutera la phase finale du Synode, comment abordez-vous cette dernière session ?

Card. Müller : A ma grande surprise, le pape m'a nommé membre du synode. La raison invoquée était qu'il fallait plus d'expérience théologique. Des groupes hérétiques déguisés en progressistes ont critiqué cette décision comme étant une manœuvre purement tactique du pape, qui voulait signaler aux catholiques orthodoxes, étiquetés comme conservateurs, voire traditionalistes, que les participants étaient équilibrés et qu'il n'y avait pas de raison de s'inquiéter.

La constitution hiérarchique et sacramentelle de l'Eglise existe par droit divin

InfoVaticana : Avec quels sentiments êtes-vous sorti de la session synodale d'octobre dernier ?

Card. Müller : Ça aurait pu être pire. Mais beaucoup de participants à ce synode, qui est plutôt devenu un symposium théologique et pastoral en raison de la nomination de non évêques, n'ont pas les idées claires sur la nature, la mission et la constitution de l'Eglise catholique. On a souvent répété que le Concile Vatican II avait inversé la constitution de l'Eglise, comme une pyramide. La base, c'est-à-dire les laïcs, se trouverait désormais au sommet et le pape et les évêques à la base. Mais le concile Vatican II a confirmé la constitution apostolique de l'Eglise, qu'Irénée de Lyon, nommé docteur de l'Eglise par le pape François, avait formulée si clairement contre les gnostiques.

Par le baptême et la confirmation, tous les chrétiens participent à la mission de l'Eglise, qui émane du Christ, pasteur, grand prêtre et prophète de la Nouvelle Alliance. Mais contrairement à la négation protestante du

sacrement de l'ordre (évêque, prêtre, diacre), la constitution hiérarchique et sacramentelle de l'Église existe de droit divin. Les évêques et les prêtres n'agissent pas en tant que représentants (délégués, mandataires) du peuple sacerdotal et royal de Dieu, mais au nom de Dieu pour le peuple de Dieu. Ils sont en effet désignés par l'Esprit Saint pour paître, en tant que bergers, le troupeau de Dieu qu'il a acquis par le sang de son propre Fils comme le nouveau peuple de Dieu (cf. Actes 20,28). C'est pourquoi le ministère d'évêque et de prêtre est conféré par un sacrement spécifique, afin que les serviteurs de Dieu ainsi dotés d'un pouvoir spirituel puissent agir au nom et dans la mission du Christ, Seigneur et Tête de son Église, dans leur ministère d'enseignant, de pasteur et de prêtre (Vatican II, Lumen gentium 28 ; Presbyterorum ordinis 2).

Il y a un risque que l'Agenda 2030 soit introduit dans l'Église

InfoVaticana : Y a-t-il des raisons de s'inquiéter de ce qui pourrait se passer après le Synode ?

Card. Müller : Il y a toujours le danger que des progressistes autoproclamés, en accord avec des forces anticatholiques dans la politique et les médias, introduisent dans l'Église l'Agenda 2030, dont le cœur est une vision woke de l'humanité, diamétralement opposée à la dignité divine de chaque être humain [cf. L'avertissement des cardinaux : « Il y a des puissances qui veulent abuser du covid pour s'emparer de la domination mondiale »]. Ils se considèrent comme progressistes et estiment qu'ils ont réussi à rendre service à l'Eglise quand l'Eglise catholique est louée par ce camp trompeur pour avoir vendu notre droit d'aînesse à l'Evangile du Christ aux idéologues écomarxistes de l'ONU et de l'UE pour le plat de lentilles des applaudissements.

InfoVaticana : Le cardinal Víctor Manuel Fernández a dit il y a quelques mois que Fiducia supplicans avait été publiée afin que les bénédictions pour les couples de même sexe ne monopolisent pas le Synode. Que pensez-vous de cette déclaration ?

Card. Müller : Ils se félicitent peut-être pour leurs jeux tactiques. Mais il s'agit de la vérité. La prise en charge pastorale des personnes ayant des problèmes d'orientation vers l'autre sexe, que le Logos du Créateur a lui-même inscrits dans notre nature, ne doit pas nuire à la vérité du sacrement de mariage et de la bénédiction, qui est la promesse de la grâce de Dieu de

faire le bien et d'éviter le péché.

L'Église n'est pas une organisation politique

InfoVaticana : D'autres, comme le cardinal Zen, ont critiqué le format du Synode des évêques parce qu'il permet la participation de laïcs, de religieux et de prêtres.

Card. Müller : J'ai déjà expliqué qu'il y a soit un Synode des évêques en tant qu'institution de la collégialité de tous les évêques avec et sous le Pontife romain, soit un symposium avec des participants de tout le peuple de Dieu pour échanger des points de vue sur les questions urgentes et les défis actuels, pour consulter et aussi pour faire des propositions. Cette assemblée ne doit en aucun cas ressembler à une conférence de parti dans un système autoritaire, où chacun est étroitement surveillé et contrôlé afin qu'il s'exprime selon les souhaits des autorités et où le seul véritable dirigeant décide ensuite comme il l'entend. L'Église n'est pas une organisation politique et sa constitution n'a rien à voir avec une monarchie absolue ou constitutionnelle, une oligarchie aristocratique ou un gouvernement libertaire ou totalitaire du peuple.

L'Église est le peuple de Dieu, et chaque chrétien individuel s'adresse directement à Dieu dans sa conscience et sa prière. Et les évêques sont établis comme pasteurs pour enseigner, guider et sanctifier le peuple de Dieu selon le cœur de Jésus. L'Église est le sacrement du salut pour le monde en Christ. Elle contribue également au bien commun, à la justice sociale et à la paix dans le monde en exhortant les puissants et en priant pour eux. Mais elle n'a pas de mission politique directe et tient compte de l'autonomie relative en ces matières (Vatican II, *Gaudium et spes* 36).

Nous ne pouvons pas sanctionner par des peines spirituelles une opinion légitime sur le changement climatique, la vaccination obligatoire et l'immigration au profit d'une autre. De même que l'autorité ecclésiastique ne peut pas introduire de nouveaux sacrements, elle ne peut pas non plus inventer de nouveaux péchés capitaux. Celui qui a une opinion différente de la majorité politique actuelle sur le changement climatique ne peut certainement pas être sérieusement menacé de peines infernales.

Les positions hérétiques ne doivent pas être reconnues au nom de l'égalité des droits.

InfoVaticana : Le pape a appelé des personnalités controversées et hétérodoxes comme James Martin ou Maurizio Chiodi à participer au synode et aux groupes de travail.

Card. Müller : Il existe certainement dans l'Eglise une diversité légitime d'opinions sur des questions qui ne se rapportent pas à la vérité de la révélation, mais à des déclarations concrètes sur la pastorale, l'organisation des universités catholiques, etc. Il est évident que les positions hérétiques ne peuvent cependant pas être reconnues comme égales, car elles sapent le fondement de l'Eglise dans sa confession de foi.

La ruse consiste à opposer la position hétérodoxe, plus sensible sur le plan pastoral, à la position orthodoxe. La foi orthodoxe n'est pas remise en question, mais les défenseurs de la foi catholique sont psychologisés en tant que pharisiens et hypocrites, en tant que hérauts de la lettre, au cœur froid, en tant que traditionalistes épris du passé ou en tant que « spirituels » 'indécrottables'. A ce niveau intellectuel, il est facile d'organiser une alliance étroite avec les médias critiques envers l'Eglise et les idéologues du mondialisme socialiste-capitaliste.

InfoVaticana : Pensez-vous que d'autres sujets comme le célibat sacerdotal, le diaconat des femmes ou la pastorale pro-LGBT seront mis sur la table lors de cette dernière session ?

Card. Müller : Les protagonistes profiteront de l'occasion qui leur est offerte pour faire avancer leur agenda, mais cela ne conduira qu'à un nouveau déclin de l'Église, parce que ces objectifs sont dogmatiquement contradictoires ou manquent de toute profondeur spirituelle.

InfoVaticana : Ce synode conduit à davantage de divisions et de conflits au sein de l'Église ?

Card. Müller : Les divisions existent déjà. Ce synode – qui n'est plus un synode des évêques – ou plutôt ce symposium catholique international, doit être l'occasion de rendre visible l'unité de l'Eglise, qui est un prédicat de l'Eglise et qui, au-delà de toute politique et de toute diplomatie humaine, est un don de Dieu, et il doit rendre visible l'unité du Père et du Fils et du Saint-Esprit, afin que les croyants croient que Jésus est le Fils du Père, l'unique médiateur entre Dieu et les hommes (Lumen gentium 4).

InfoVaticana : L'Église en Allemagne suit de très près les événements du synode à Rome. Quelles pourraient être, selon vous, les conséquences en Alle-

magne si les demandes progressistes de l'Église allemande n'étaient pas mises en œuvre ?

Card. Müller : L'Eglise en Allemagne, surtout en ce qui concerne ses représentants officiels et les cercles de fonctionnaires catholiques qui leur sont associés, se trouve dans un état de rapide déclin intellectuel et spirituel. En revanche, il y a encore beaucoup de prêtres, de religieux et de laïcs, et même quelques évêques, qui sont et veulent rester catholiques. Ceux-ci sont toutefois ostracisés et marginalisés par les « synodalistes ».

InfoVaticana : C'est finalement le Vatican qui insiste sur le fait que ce synode porte sur la « synodalité ». Pourriez-vous expliquer en quoi consiste ce nouveau concept ?

Card. Müller : La synodalité est un concept abstrait créé artificiellement et un slogan basé sur la concrétisation du synode, c'est-à-dire l'assemblée régionale ou générale des évêques catholiques qui exercent leur ministère d'enseignement et de pastorale avec le pape, mais qui, paradoxalement, tire sa force d'attraction de la négation de la constitution hiérarchique et sacramentelle. Dans un sens plus large, le synode peut aussi être considéré comme une méthode de collaboration optimale entre tous les membres et toutes les couches de l'Église, qui doivent être unanimes pour louer Dieu et servir leur prochain (Ac 2,43-47).

Le synode n'est ni un nouvel attribut de l'Église, ni le nom de code d'une autre Église, issue de l'imagination sécularisée des protagonistes d'une religion mondiale unique sans Dieu, sans Christ, sans dogmes et sans sacrements de la foi catholique.

VIE SPIRITUELLE

Soyons les bâtisseurs de notre cathédrale intérieure.

| Abbé Vincent Béтин, FSSPX La part des anges n°8 |

Jésus aimait la solitude. Lui qui surmontait sa fatigue pour enseigner plus longuement la foule, savait se cacher d'elle à certains moments... Il se retirait dans les solitudes et priait. Il a prié seul au désert où il vécut quarante jours, sur la montagne toute une nuit avant de choisir ses apôtres, à Gethsémani, quand il fut sur le point d'entrer dans sa passion.

Quand il voulait avoir un moment d'intimité avec ses disciples, il les emmenait avec lui, loin des hommes. C'est à l'écart qu'il attire ses apôtres pour se donner à eux plus à loisir. C'est à l'écart aussi qu'il leur explique les paraboles. C'est à l'écart qu'il conduit Pierre, Jacques et Jean, les témoins de sa Transfiguration et de son agonie.

En toutes choses, c'est l'exemple de Jésus qui nous guide. Nous voulons imiter Jésus, nous voulons entendre sa voix... Alors regardons comment il s'entretient avec ceux qu'il aime, et nous comprendrons que c'est à l'écart du monde et de nous-mêmes que nous le trouverons.

Pourtant me direz-vous... quand on vit dans le monde, c'est difficile de trouver ce à l'écart. Tout y est précipité, tout y est déterminé, tout y est devoir et exigence... il y a tellement de bruit, il y a tellement peu d'espace pour laisser son âme se reposer et s'envoler près de Dieu. Trouver Dieu à l'instant de la prière, lorsque toute la journée a été en tension, est bien difficile. La prière est une habitude, une attitude profonde de l'être qui se tient à disposition de son créateur. La vie dans le monde paraît incompatible avec une vie chrétienne profonde... le monde, c'est une agitation où le Seigneur ne se retrouve pas, c'est un empressement d'activités qu'un jour Notre Seigneur reprocha à Marthe.

Avec justesse, vous avouez les difficultés que vous rencontrez pour garder le sentiment de la présence de Dieu ; avec justesse, vous avouez ce besoin de vous isoler de temps à autre pour reprendre mieux de cette présence... mais voilà quand la possibilité s'offre à vous, si la fatigue n'a pas raison de vos résolutions, les affaires du monde, comme disait saint Paul continuent de polluer le souci des affaires du Seigneur. Et certains s'enfuient de ce dilemme en s'enivrant encore plus d'activité, d'agitation et de bruit. N'y arrivant pas, ils se consolent en pensant que la vie intégralement chrétienne n'est pas pour eux, sinon a minima, qu'elle est réservée aux autres, aux religieux, à ceux que le Seigneur s'est choisis. Combien de fois avons-nous entendu que nous avions de la chance, nous, de pouvoir disposer de notre temps pour nous donner à Dieu... Et ils se consolent en profitant des quelques instants de paix d'une maison religieuse, d'un office, portés par la prière des autres. Tout compte fait, leur vie et leur labeur ne seraient-ils pas comme sacrifiés pour permettre à ces âmes choisies de se trouver en paix près de Dieu...

C'est une vision bien pessimiste du monde et de l'homme, et c'est un peu paresseux en fait. Être dans le monde, sans être du monde, est-il un tel obstacle qu'on ne peut y trouver la présence de Dieu ? Non. La vision chrétienne est optimiste. Bien que reconnaissant la présence du mal dans le monde et ses effets négatifs sur la condition humaine, la conception chrétienne refuse de faire du mal une réalité positive, une fatalité. Le mal est une négation, une sorte d'accident qui atteint l'être humain, certes très profondément, qui peut même l'asservir, mais sans jamais compromettre définitivement ses possibilités. Car tout est possible pour Dieu. Il n'y a pas de fatalisme pour un chrétien. Si le mal est entré dans le monde, s'il y agit présentement, la foi chrétienne sait que la Christ l'a vaincu. Cette pensée enveloppe l'âme d'une douce et surnaturelle espérance que le mal peut être surmonté et qu'il le sera définitivement avec l'aide de Dieu. La vision chrétienne ne met pas à égalité le bien et le mal.

Face à la nature, et face à sa nature, l'homme travaille, c'est sa contribution d'embellissement de l'œuvre de Dieu. Le péché originel n'y a rien changé, sauf que le châtement a rendu ce travail pénible.

Derrière la création, derrière la nature de toutes choses, il y a la main créatrice de Dieu, il y a aussi le maintien continu dans l'existence de ces choses et de nous-même, il y a enfin la Providence divine. À la sueur de son front, au prix de difficultés surmontées et de la monotonie de tâches ingrates et rébarbatives, l'homme peut libérer son âme et se rapprocher de Dieu. C'est une œuvre qui burine nos âmes. Ce n'est pas un asservissement à la matière, c'est un apprivoisement de soi, dont l'homme reste le maître. Il peut spiritualiser ses tâches quotidiennes.

Tout n'est alors qu'une question de point de vue. Nous connaissons certainement l'histoire de Charles Péguy, pèlerin sur la route de Chartres. Était-ce une fable ? En chemin, il voit un homme fatigué, suant, qui casse des cailloux. S'approchant de lui, il lui demande : « Que faites-vous, monsieur ? – Vous voyez bien, je casse les cailloux, c'est dur, j'ai mal au dos, j'ai soif, j'ai chaud. Je fais un sous-métier, je suis un sous-homme. » Continuant son chemin, il voit un autre homme qui casse les cailloux, lui aussi ; mais celui-là n'a pas l'air mal. « Que faites-vous, monsieur ? demande-t-il encore – Eh bien, je gagne ma vie. Je casse des cailloux, je n'ai pas trouvé d'autre métier pour nourrir ma famille, je suis bien content d'avoir celui-là ». Péguy poursuit son

chemin... voici qu'il s'approche d'un troisième homme, lui aussi casseur de cailloux. Son visage irradie de bonheur. Il sourit et regarde avec plaisir les éclats de pierre. « Que faites-vous ? demande une dernière fois Péguy – Moi, monsieur, je bâtis une cathédrale ! »

C'est une question de choix. Ce dernier homme voyait l'invisible. Qu'est-ce qui pourrait empêcher le chrétien de voir dans son quotidien la volonté du Père et de s'en consoler, sinon lui-même ?

C'est vrai qu'aujourd'hui, les conditions du travail, qu'il soit physique ou intellectuel, qu'il soit domestique ou professionnel, asservissent l'homme à la matérialité, le réduisant à une perspective alimentaire. Mais encore une fois, c'est une question de point de vue et d'acte de Foi pour le chrétien.

Le mal est entré dans le monde, lorsque le tentateur a promis aux premiers parents qu'ils auraient la science de Dieu. La science du bien et du mal, cela ne veut pas dire grand chose, sinon qu'ils seraient leur propre maître, leur créateur de valeur comme l'on dit. C'était une promesse impossible, mais ils y ont cru parce que c'était un ailleurs... quelque chose qui rompait avec la simple charge d'entretenir le jardin d'Eden, comme une distraction de leur condition originelle.

Loin d'y gagner un nouveau savoir, les premiers parents ont fait l'amère et première expérience que le meilleur n'était pas cet ailleurs illusoire dans une nouveauté imaginée, mais que le meilleur était là où le Bon Dieu voulait qu'ils soient.

D'où vient que de nos jours la distraction soit devenue si importante ? On travaille pour faire autre chose, pour se détendre ou pour les vacances, quand on ne passe pas son temps de travail sur son téléphone ou sur internet. La nouveauté du télétravail n'a fait que confirmer cet état d'esprit... Perte de temps à parler de choses inutiles... perte de temps à faire autre chose. Cette frénésie de la distraction a fait entrer un peu plus l'individu dans l'asservissement à la matière. Les anciens y voyaient le signe de l'acédie. La distraction, c'est de l'inactivité spirituelle, disait le philosophe Josef Pieper, c'est du temps de cerveau humain disponible à autre chose que lui-même... C'est une conspiration contre la vie intérieure et comme le disait encore un publicitaire, c'est du temps vendu à Coca Cola.

Lorsqu'il est spiritualisé, le travail permet ce que le monde moderne a oublié, le vrai loisir. Ici, l'exemple des moines bâtisseurs nous instruit encore.

Entre le travail et la prière, il y avait *Votium*, le loisir, ce moment de liberté où l'âme touchée par Dieu, dans une autre activité, se livrait à la création. Le loisir était la contemplation réceptive de la réalité. Nos paysages, nos églises comme ces vieilles maisons, sont l'œuvre de ces moments de création, tout comme la poésie et le chant qui les faisaient vivre. Et ce loisir était aussi un travail. L'homme moderne, lui, ne lit plus, il ne contemple plus... et il n'en éprouve plus le manque.

La matérialité n'est pas une fatalité, c'est nous qui choisissons ou non de nous y soumettre. L'homme est spirituel quand il répond à la volonté de Dieu, quand il la comprend, quand il la choisit – l'obéissance nous élèvera toujours. Alors le dilemme est simple : être pour un père de famille un rouage d'une machine gigantesque, comme Charlot dans les temps modernes – être pour une mère de famille, la ménagère cible de toutes les modes, ou être comme cet homme sur la route de Chartres, bâtisseur de notre cathédrale intérieure.

Redonnons chaque jour sa dimension spirituelle aux tâches que nous avons à remplir. C'est la prière qui nous élève, c'est le travail qui nous y prépare. Certes le travail n'est pas la prière. Dans la devise des moines, *Ora et Labora*, ces deux activités sont bien distinctes, mais elles sont liées, comme si l'une n'était pas possible sans l'autre et inversement.

C'est parce qu'il est homme de prière, que le chrétien est un homme de devoir. Être à l'heure, tenir sa parole et ses engagements, faire ce que l'on doit faire jusqu'au bout et du mieux que l'on peut, tenir sa maison comme laisser en ordre son lieu de travail... et savoir se reposer, se recréer... tel est le travail chrétien dans toute son honnêteté spirituelle. Séparer le spirituel du travail, c'est s'enfoncer dans un cercle vicieux où l'âme s'épuise et où elle n'a d'autre repos que de se divertir, d'autre but que les vacances et le bonheur couché... Exit le vrai loisir, exit la disponibilité à Dieu dans le recueillement. Les distractions de notre condition sont nombreuses aujourd'hui et si accessibles... elles sont toujours du temps de cerveau vendu à l'ennemi de notre âme.

Quel était le point commun de tous ceux que Notre-Seigneur a appelé dans l'évangile ? Pierre et André étaient des pêcheurs. Ils étaient à leur tâche lorsque le Christ les a choisis, et ils l'ont suivi parce qu'ils étaient disponibles, libres d'eux-mêmes.

DOCTRINE ET VIE

Abbé Vincent Knittel, *Cahiers Saint Raphaël* n° 147 juillet 2022

Le magistère de l'Église est souvent revenu sur la distinction capitale entre ce qui est voulu (volontaire direct) et ce qui advient (volontaire indirect).

Évoquant la différence morale entre le meurtre et la légitime défense, Jean-Gabriel Kern lançait à certains moralistes cet avertissement : « Ne plus percevoir la différence entre une mort voulue [le meurtre] et une mort advenue [la légitime défense] signifierait tout simplement la ruine de la morale en ses fondements les plus intuitivement évidents¹ ». Indemne de cette confusion, le magistère de l'Église est souvent revenu sur la distinction capitale entre ce qui est voulu (ou volontaire direct) et ce qui advient (ou volontaire indirect).

Volontaire direct

Nombre de documents du magistère de l'Église qualifient de mauvaise la volonté qui prend le mal pour objet direct. Ainsi en est-il lorsque la volonté choisit :

- la mort du fœtus ou de la mère : *Quelle cause pourrait jamais suffire à excuser en aucune façon le meurtre direct d'un innocent ? (...) Que la mort soit donnée à la mère, ou qu'elle soit donnée à l'enfant, elle va contre le précepte de Dieu et contre la voix de la nature : "Tu ne tueras pas !"*²

- la masturbation : *Une masturbation provoquée de façon directe afin d'obtenir du sperme permettant de détecter ainsi la maladie contagieuse appelée blennorragie, et de la guérir autant que possible, est-elle licite ? Non*³

- l'avortement : *Est absolument à exclure, comme moyen licite de régulation des naissances [...] l'avortement directement voulu et procuré, même pour des raisons thérapeutiques*⁴

- le meurtre : *La loi divine et la raison naturelle excluent donc tout droit de tuer directement un homme innocent*⁵

- la stérilisation : *La stérilisation directe, soit perpétuelle, soit temporaire, de l'homme ou de la femme, est-elle licite ? Non*⁶

¹ Jean-Gabriel Kern, « L'objet moral. Réflexions autour d'un paragraphe méconnu de l'encyclique *Veritatis Splendor* et de sa difficile réception », *Revue Thomiste*, n° 104 (2004), p. 380.

² Pie XI, Encyclique *Casti Connubii*, 31 décembre 1930.

³ Saint-Office, *Décret sur la masturbation*, 2 août 1929.

⁴ Paul VI, Encyclique *Humanae vitae*, 25 juillet 1968, n° 14.

⁵ Congrégation pour la Doctrine de la Foi, Déclaration *De abortu procurato*, 18 novembre 1974.

⁶ Saint-Office, *Décret sur la stérilisation*, 24 février 1940.

- la contraception : *L'Église [...] condamne comme toujours illicite l'usage des moyens directement contraires à la fécondation, même inspiré par des raisons qui peuvent paraître honnêtes et sérieuses*⁷

- l'euthanasie : *La pitié, suscitée par la douleur et par la souffrance des malades en phase terminale, des enfants anormaux, des malades mentaux, des vieillards, des personnes atteintes de maux incurables, n'autorise aucune euthanasie directe, active ou passive*⁸.

Volontaire indirect

Dire que la volonté fait parfois le choix direct du mal, c'est suggérer en creux qu'en d'autres occasions le mal n'est voulu qu'indirectement —même si l'action aboutit, semble-t-il, au même résultat. Certains textes du magistère soulignent le contraste entre [1] le mal voulu directement et [2] le mal voulu indirectement dans diverses situations complexes :

- thérapie maternelle et survie fœtale : [1] *L'attentat direct à la vie humaine innocente, entrepris comme moyen d'arriver à un but, même pour sauver une autre vie, n'est pas permis. [...] Nous sommes toujours servi à dessein de l'expression "attentat direct à la vie" de l'innocent, "meurtre direct". [2] Parce que si, par exemple, la conservation de la vie de la future mère, indépendamment de son état de grossesse, requérait d'urgence une opération chirurgicale ou une autre action thérapeutique qui aurait pour conséquence accessoire, nullement voulue ou cherchée, mais inévitable — la mort de l'embryon, un tel acte ne pourrait plus être qualifié d'attentat direct à une vie innocente. Dans ces conditions, l'opération peut être licite*⁹

- analgésie et euthanasie : [1] *On prétend à un droit de disposition directe, toutes les fois que l'on veut l'abrègement de la vie comme fin ou comme moyen. (...) [2] Si entre la narcose et l'abrègement de la vie n'existe aucun lien causal direct, posé par la volonté des intéressés ou par la nature des choses (ce qui serait le cas, si la suppression de la douleur ne pouvait être obtenue que par l'abrègement de la vie), et si au contraire l'administration de narcotiques entraîne par elle-même deux effets distincts, d'une part le soulagement des douleurs, et d'autre part l'abrègement de la vie, elle est licite ; encore faut-il voir s'il y a entre ces deux effets une proportion raisonnable, et si les avantages de l'un compensent les inconvénients de*

⁷ Paul VI, Encyclique *Humanae vitae*, 25 juillet 1968, n° 16

⁸ Conseil pontifical pour la pastorale des services de santé, *Charte des personnels de santé*, 1995, n° 147

⁹ Pie XII, *Discours aux Associations familiales d'Italie*, 26 novembre 1951.

*l'autre*¹⁰

• réanimation et euthanasie : *S'il apparaît que la tentative de réanimation constitue en réalité pour la famille une telle charge qu'on ne puisse pas en conscience la lui imposer, elle peut licitement insister pour que le médecin interrompe ses tentatives, et le médecin peut licitement lui obtempérer. [1] Il n'y a en ce cas aucune disposition directe de la vie du patient, ni euthanasie, ce qui ne serait jamais licite ; [2] même quand elle entraîne la cessation de la circulation sanguine, l'interruption des tentatives de réanimation n'est jamais qu'indirectement cause de la cessation de la vie*¹¹

• thérapie hormonale et contraception : *[2] Si la femme prend ce médicament, non pas en vue d'empêcher la conception, mais uniquement sur avis du médecin, comme un remède nécessaire à cause d'une maladie de l'utérus ou de l'organisme, elle provoque une stérilisation indirecte, qui reste permise selon le principe général des actions à double effet. [1] Mais on provoque une stérilisation directe, et donc illicite, lorsqu'on arrête l'ovulation, afin de préserver l'utérus et l'organisme des conséquences d'une grossesse, qu'il n'est pas capable de supporter*¹²

• ablation des ovaires et stérilisation : *[1] Par stérilisation directe, Nous entendons désigner l'action de qui se propose, comme but ou comme moyen, de rendre impossible la procréation ; [2] mais Nous n'appliquons pas ce terme à toute action, qui rend impossible en fait la procréation. L'homme, en effet, n'a pas toujours l'intention de faire ce qui résulte de son action, même s'il l'a prévu. Ainsi, par exemple, l'extirpation d'ovaires malades aura comme conséquence nécessaire de rendre impossible la procréation ; mais cette impossibilité peut n'être pas voulue soit comme fin, soit comme moyen*¹³.

« Fin et moyen » et « conséquences »

Les textes magistériels ne font pas que suggérer la distinction entre volontaire direct et volontaire indirect, ils en montrent le fondement, à savoir le type de rapport entre la volonté et le mal.

¹⁰ Pie XII, *Discours à des médecins sur les problèmes moraux de l'analgésie*, 24 février 1957. Voir aussi : Conseil pontifical pour la pastorale des services de santé, *Charte des personnels de santé*, 1995, n° 71 ; Congrégation pour la Doctrine de la Foi, Lettre *Samaritanus bonus*, 14 juillet 2020, n° V-7

¹¹ Pie XII, *Discours sur les problèmes de la réanimation*, 24 novembre 1957

¹² Pie XII, *Discours au 7e congrès international d'hématologie*, 12 septembre 1958. Voir aussi : Paul VI, Encyclique *Humanæ vitæ*, 25 juillet 1968, n° 14 et 15

¹³ Pie XII, *Discours au 7e congrès international d'hématologie*, 12 septembre 1958

Quand le mal est voulu comme fin ou comme moyen, les textes du magistère parlent de volontaire direct en matière :

- de meurtre : *L'attentat direct à la vie humaine innocente, entrepris comme moyen d'arriver à un but, même pour sauver une autre vie, n'est pas permis*¹⁴

- d'avortement : *L'avortement direct, c'est-à-dire voulu comme fin ou comme moyen, constitue toujours un désordre moral grave, en tant que meurtre délibéré d'un être humain innocent*¹⁵

- de stérilisation : *La stérilisation directe — c'est-à-dire qui vise, comme moyen et comme but à rendre impossible la procréation — est une grave violation de la loi morale et est, par conséquent, illicite*¹⁶

- de contraception : *Est exclue également toute action qui, soit en prévision de l'acte conjugal, soit dans son déroulement, soit dans le développement de ses conséquences naturelles, se proposerait comme but ou comme moyen de rendre impossible la procréation*¹⁷

- d'euthanasie : *On prétend à un droit de disposition directe, toutes les fois que l'on veut l'abrégement de la vie comme fin ou comme moyen*¹⁸.

Quand le mal est toléré comme une conséquence funeste mais inévitable, les textes du magistère parlent de volontaire indirect s'agissant

- de thérapie de la femme enceinte : *Si, par exemple, la conservation de la vie de la future mère, indépendamment de son état de grossesse, requerrait d'urgence une opération chirurgicale ou une autre action thérapeutique qui aurait pour conséquence accessoire, nullement voulue ou cherchée, mais inévitable — la mort de l'embryon, un tel acte ne pourrait plus être qualifié d'attentat direct à une vie innocente*¹⁹

- d'ablation de l'utérus : *Dans le premier cas, l'intervention d'hystérectomie est licite en raison de son caractère directement thérapeutique, bien que l'on prévoit qu'il en résultera une stérilité permanente*²⁰

- d'ablation des ovaires : *L'homme, en effet, n'a pas toujours l'intention de faire ce qui résulte de son action, même s'il l'a prévu. Ainsi, par exemple, l'extirpation d'ovaires malades aura comme conséquence nécessaire de*

¹⁴ Pie XII, *Discours aux Associations familiales d'Italie*, 26 novembre 1951

¹⁵ Jean-Paul II, Encyclique *Evangelium vitae*, 25 mars 1995, n° 62

¹⁶ Pie XII, *Discours aux sages-femmes italiennes*, 29 octobre 1951

¹⁷ Paul VI, Encyclique *Humanae vitae*, 25 juillet 1968, n° 14

¹⁸ Pie XII, *Discours à des médecins sur les problèmes moraux de l'analgésie*, 24 février 1957.[]

¹⁹ Pie XII, *Discours aux Associations familiales d'Italie*, 26 novembre 1951.

²⁰ Congrégation pour la Doctrine de la Foi, *Réponses à des questions posées sur l'isolement de l'utérus et d'autres questions*, 31 juillet 1993

rendre impossible la procréation ; mais cette impossibilité peut n'être pas voulue soit comme fin, soit comme moyen²¹

- de sédation : La sédation doit donc exclure, comme but direct, l'intention de tuer, même s'il en résulte un possible conditionnement vers la mort de toute manière inévitable²²

- de traitement hormonal : L'Église, en revanche, n'estime nullement illicite l'usage des moyens thérapeutiques vraiment nécessaires pour soigner des maladies de l'organisme, même si l'on prévoit qu'il en résultera un empêchement à la procréation, pourvu que cet empêchement ne soit pas, pour quelque motif que ce soit, directement voulu²³.

Une tolérance circonstanciée du mal

Dès lors que la volonté se porte directement vers le mal —en le choisissant comme fin ou comme moyen—, elle devient elle-même mauvaise²⁴. Mais il arrive parfois que certaines actions, bonnes par leur objet et par leur fin, soient inséparables de certains maux car le monde dans lequel nous vivons est marqué par la finitude et le péché²⁵. Le mal n'est alors voulu qu'indirectement.

Du point de vue moral, choisir directement le mal comme moyen ou comme fin est toujours illicite. Par contre, tolérer le mal comme conséquence peut être licite. *Encore faut-il voir s'il y a entre ces deux effets [le bon et le mauvais] une proportion raisonnable, et si les avantages de l'un compensent les inconvénients de l'autre*²⁶. Toute la question est là.

LA FRANCE

L'Occident doit se préparer à des temps très durs

www.reseauinternational. 4 septembre 2024 • Général Dominique Delawarde
Ancien chef «Situation-Renseignement-Guerre électronique» à l'État major
interarmées de planification opérationnelle.

²¹ Pie XII, *Discours au 7e congrès international d'hématologie*, 12 septembre 1958

²² Congrégation pour la Doctrine de la Foi, Lettre *Samaritanus bonus*, 14 juillet 2020, n° V-7.

²³ Paul VI, Encyclique *Humanæ vitæ*, 25 juillet 1968, n° 15

²⁴ « La volonté devient mauvaise dès lors qu'elle se porte vers un objet que la raison lui présente comme mauvais. » (Saint Thomas d'Aquin, *Somme théologique*, I-II, q. 19, a. 5, c).

²⁵ Louis Janssens sj, « Ontic evil and moral evil » dans *Louvain Studies*, n° 4.2, 1972, p. 119 : « Each concrete act implicates ontic evil because we are *temporal* and *spatial*, live together *with others* in the same *material world*, are involved and act in *common sinful* situation ».

²⁶ Pie XII, *Discours à des médecins sur les problèmes moraux de l'analgésie*, 24 février 1957

Dans un éclair de lucidité, le chef d'état-major des Armées françaises déclare tout de go devant un parterre de responsables du MEDEF et de dix grands groupes français que *« l'Occident doit se préparer à des temps très durs alors que se renforce la récusation du modèle occidental »*.

« On entre résolument dans une nouvelle ère, un Occident qui est contesté (...) et une fragmentation de l'ordre international extrêmement forte ». Il évoque « en parallèle la montée d'un ordre alternatif (...) qui veut nous pousser dehors ». « Le recours à la force est désinhibé et apparaît comme la manière la plus forte d'imposer sa volonté et de résoudre les différends. »

Il conclue en disant : *« Ne croyons pas qu'on va revenir au monde d'avant. Ce qui se met en place, on va devoir vivre avec. »*

Ces paroles sonnent juste. Il est simplement malheureux qu'elles soient prononcées si tard.

Commander, c'est prévoir. La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui et qui va empirer demain était prévisible et a été prévue depuis longtemps par les plus clairvoyants.

L'Occident otanien ne pouvait continuer, dans ses opérations d'ingérence tous azimuts, sous des prétextes mensongers, à semer le chaos et la mort sur la planète (démembrement de l'ex-Yougoslavie, Irak, Syrie, Libye, Afghanistan, Yémen, révolutions colorées) sans susciter des réactions. Il ne pouvait continuer d'avancer ses bases et ses fusées vers l'Est de l'Europe et en mer de Chine, pour étendre sa domination, contrôler, s'emparer et exploiter ce qui pouvait l'être à son seul profit, sans susciter d'autres réactions. Il ne pouvait continuer d'utiliser « l'emploi désinhibé de la force militaire et des sanctions économiques » pour faire valoir SA loi, celle du plus fort, sans susciter des réactions de rejet.

Car c'est bien l'Occident otanien et non ses adversaires d'aujourd'hui qui a montré pendant trente ans l'exemple de « l'emploi désinhibé de la force pour imposer SA volonté et résoudre les différends ». Il n'est pas convenable d'inverser les rôles ; de donner, une fois de plus, dans l'inversion accusatoire et de poser aujourd'hui l'Occident otanien en victime d'éventuelles violences à venir. C'est avant de se fourvoyer dans les difficultés qu'il fallait faire en sorte de ne pas pousser le bouchon trop loin et/ou de se préparer à affronter des difficultés prévisibles. Quand on est dedans, il est trop tard.

Il est trop tard car trente années de désinvestissement sur la défense ne se rattrapent pas en 6 mois et pas même en six ans. Il faut du temps, beaucoup de temps, et de l'argent, beaucoup d'argent, pour se remettre à niveau.

L'argent ? La France couverte de dettes n'en a plus, son économie est en ruine, elle cumule des dettes et des déficits budgétaires et commerciaux considérables, et ce n'est pas six ans, mais bien davantage qu'il lui faudra pour se remettre. D'ici là, le monde aura beaucoup changé et, comme le dit très justement le CEMA. « *Ne croyons pas qu'on va revenir au monde d'avant. Ce qui se met en place, on va devoir vivre avec.* »

En clair, il va falloir réapprendre à vivre plus simplement avec les moyens dont on disposera, réapprendre l'humilité, adapter nos comportements et vivre avec les amis et alliés qui nous resteront fidèles.

Il va falloir accepter un nouveau statut de puissance moyenne, voire très moyenne, et la contestation de notre siège permanent avec droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. Notre statut de puissance nucléaire ne suffit plus aujourd'hui pour justifier ce siège, près de 80 ans après la fin de la 2ème Guerre mondiale. L'Inde, pour ne citer qu'elle, est déjà aujourd'hui et sera demain toujours plus qualifiée que la France pour occuper ce siège. Pour se remettre, il faudra aussi et avant tout refaire l'unité du pays, réinstaurer sa stabilité politique et une véritable démocratie, et chasser les gouvernants de rencontre qui auront conduit le pays dans la situation où il se trouve aujourd'hui.

TEMOIGNAGE

Les guerriers du rosaire dans les rues de Pologne

| Par Michel Janva, le salon beige le 30 décembre 2023 |

Sur Sovereignty, Tomasz Rowiński évoque ces guerriers du rosaire, qui prient en public dans les rues polonaises. Plus personne en Pologne ne s'étonne des reportages des médias sur des groupes de dizaines, voire de centaines d'hommes priant dans les rues des villes polonaises. Le mouvement du Rosaire des hommes fait désormais partie du paysage spirituel du catholicisme polonais. D'autres communautés religieuses masculines bien connues dans le pays, telles que les

Guerriers de Marie, les Soldats du Christ et les Hommes de Saint-Joseph, sont liées à ce mouvement. Les hommes en prière se rencontrent dans de plus en plus de villes.

“Vous vous promenez dans la vieille ville de Varsovie. C’est un samedi matin ensoleillé. Soudain, un grand groupe d’hommes apparaît devant vos yeux. Une sorte de procession ? L’armée ? Leur nombre ne cesse d’augmenter. Ils marchent en rangs serrés. Un spectacle vraiment extraordinaire. C’est bien une armée – l’armée de Dieu”, a écrit Jarosław Kumor sur le site aleteia.org en 2019. Et c’est souvent le cas. Même si vous n’avez jamais assisté à un tel événement, ou rencontré les guerriers du rosaire dans la rue, il existe de nombreuses photographies publiées en ligne de ces “réunions de prière”. Elles sont animées par des prêtres, et à leurs côtés, des hommes souriants et bien bâtis – des rangées d’hommes souriants. Des rangées de sourires. Des sourires pour la Sainte Vierge Marie.

Qui sont les membres du Rosaire des hommes ?

“Nous sommes des hommes qui désirent accomplir la volonté de Marie, notre Mère et Reine. Nous voulons faire exactement ce qu’elle a demandé à chacun d’entre nous et qu’elle continue à demander. Sa volonté est celle de son fils Jésus-Christ, notre Seigneur et notre frère. L’accomplissement de ces instructions sert la plus grande louange de Dieu, afin que ses enfants puissent être avec lui pour l’éternité. Cela signifie nous, nos familles et toutes les personnes qui désirent participer à sa grâce”.

On pourrait donc dire que le Rosaire des hommes est formé par des catholiques polonais ordinaires attirés par Dieu, par Marie, par le pouvoir de la prière, mais aussi par le pouvoir de la communauté. *“Nous croyons que notre rôle – le rôle des hommes – dans le plan de Dieu est de protéger pour la vie éternelle tous ceux que Dieu nous a donnés ici sur Terre. Tout comme saint Joseph était le gardien terrestre de la Sainte Famille, nous avons la tâche de défendre la sainteté de nos familles et de nos proches. Nous voulons le faire ensemble, dans une communauté d’hommes. Dans ce groupe, nous renforçons notre identité masculine et nos vertus masculines”.*

D’où vient le mouvement du Rosaire des hommes ? Ses racines remontent à 2017. “L’idée était de rassembler des groupes d’hommes au sein de l’Église catholique dans une activité commune”, explique Jan Sienicki, organisateur du Rosaire des hommes, à propos des débuts du mouvement il y a quelques années.

Le “Rosaire aux frontières” a probablement été l’impulsion contemporaine la plus importante pour la naissance des mouvements modernes du rosaire en

Pologne. Il a été organisé à deux reprises, en 2017 et en 2020, par deux réalisateurs de films convertis : Maciej Bodasiński et Lech Dokowicz. L'objectif de l'événement était d'organiser des prières du rosaire principalement dans les régions frontalières de la Pologne. Les participants choisissaient l'une des 320 églises des paroisses frontalières et s'y réunissaient pour une prière commune. Selon les organisateurs, environ un million de personnes y a participé.

En mars 2023, le père Chmielewski, interrogé par l'Agence de presse polonaise sur les raisons pour lesquelles les communautés masculines choisissent une forme de prière aussi publique, a déclaré : *“La foi n’a jamais été une affaire privée. Jésus a enseigné publiquement, a prié dans des lieux publics, est mort dans un lieu public, et donc la manifestation de sa foi et l’évangélisation dans des lieux publics sont inscrites dans l’ADN du christianisme. Parfois, lorsque nous prions, nous le faisons publiquement, en récitant le rosaire dans les villes de Pologne, pour confier à Dieu toutes les personnes qui y vivent”*.

Dans un article sur le Rosaire des hommes publié sur aleteia.org, Jarosław Kumor écrit que l'un des objectifs du mouvement est de libérer les hommes de la conviction que l'expression publique de la foi n'est plus possible dans le monde d'aujourd'hui, que les questions religieuses ont été enfermées dans l'espace privé. Un autre phénomène mérite d'être souligné : si l'Église est aujourd'hui un lieu où les femmes se sentent encore chez elles, la place des hommes laïcs est difficile à définir. Les communautés d'hommes comblent en partie cette lacune. Le fait que la quasi-totalité du nouveau mouvement religieux masculin en Pologne soit attaqué par les médias libéraux – tantôt moqué, tantôt présenté comme une menace, que ce soit pour les valeurs de la “société moderne” ou pour l'Église elle-même – montre à quel point l'initiative a été couronnée de succès.

Ces dernières années, alors que les processus de sécularisation sont visibles en Pologne comme ailleurs, on aurait pu penser que l'aspiration des Polonais à la Mère de Dieu appartiendrait au passé. Mais ce n'est pas le cas : sa présence est réapparue comme une source sacrée. Marie a retrouvé son peuple, comme d'habitude à l'écart des grandes routes empruntées par les riches et les puissants. Quelque part, parmi les hommes ordinaires, elle a trouvé ses témoins et ses dévots pour porter au monde le message de la paix, car sans repentir, il n'y aura jamais de paix. C'est pourquoi nous disons : Ave Maria !